



## **Communiqué de presse Islamophobie d'État, nous disons stop**

Depuis la rentrée de septembre, l'actualité foisonne de paroles et d'actes islamophobes, racistes et sexistes qui prolifèrent en toute impunité. Tant dans la classe politique que dans la sphère médiatique. Nous, habitant.e.s des quartiers populaires, de toutes origines, de toutes confessions, hommes et femmes, nous condamnons fermement la stigmatisation et la ségrégation.

- Comment peut-on laisser Éric Zemmour tenir l'info sur une chaîne de grande écoute après avoir été condamné pour incitation à la haine religieuse ?
- Comment peut-on cautionner un gouvernement qui appelle à la surveillance des signaux de radicalisation et globalement à la surveillance entre citoyen.ne.s ? Comme en témoigne l'outil de fichage et de délation islamophobe de l'Université de Cergy.
- Comment peut-on ne pas appeler à la démission de Julien Odoul (élu RN) après avoir discriminé une femme voilée qui accompagnait une sortie scolaire, qui est un droit légal approuvé par le Conseil d'État.
- Comment peut-on ne pas appeler à la démission de Laurent Bouvet, du conseil des sages de la laïcité pour avoir partagé la caricature islamophobe de la fachosphère dans le cadre de la campagne de la FCPE ?

### **L'État demande de faire preuve de neutralité ?**

Mais à quel moment l'État est-il neutre dans ses prises de positions et ses décisions, quand toute la classe politique confondue ne se positionne pas clairement pour traiter avec justice et égalité l'ensemble de ses concitoyen.ne.s ? Quand dans le même temps, un racisme institutionnel, politique et médiatique pullule, notamment au travers d'allocutions sur les politiques migratoires ou les habitant.e.s issues des quartiers populaires.

- Nous condamnons toutes formes de haine, nous réprouvons le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, la xénophobie et le sexisme.
- Nous exigeons le respect de nos droits et la condamnation systématique par les instances compétentes et appelons le Défenseur des droits à condamner de tels propos et des tels actes.
- Nous exigeons le droit à la dignité et demandons que des excuses publiques soient faites à l'ensemble d'une communauté stigmatisée.

Coordination Nationale : *Pas sans nous !*  
6 rue Arnold Géraux - 93450 L'Île-Saint-Denis  
06 13 74 84 56 / 06 77 33 54 28